



Rapport Annuel – BSO PATRIMOINE
Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

BSO PATRIMOINE

FR0010080911

VALEUR LIQUIDATIVE AU 31/12/2025	2 046.07€
NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION AU 31/12/2025	42 024

NATURE

TYPE

SOCIETE DE GESTION

COMMISSAIRE AUX COMPTES

OPCVM

FCP

SAINT OLIVE GESTION

CROWE FIDELIANCE

BSO PATRIMOINE**OBJECTIF**

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits

PRODUIT

Nom du produit : BSO PATRIMOINE (le Fonds)
Nom de l'initiateur du produit : SAINT OLIVE GESTION (la Société de Gestion)
Code ISIN : FR0010080911 - BSO PATRIMOINE (la Part)
Site internet : www.banquesaintolive.com
Téléphone : appelez le +33 4 72 82 10 10 pour de plus amples informations
L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) est chargée du contrôle de SAINT OLIVE GESTION en ce qui concerne ce document d'informations clés.
SAINT OLIVE GESTION est agréée en France sous le n° GP-05000016 et réglementée par l'AMF
Date de production du document d'informations clés : 08/07/2025

AVERTISSEMENT : Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT**TYPE**

Le Fonds est un Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) constitué sous la forme d'un Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français.

DUREE

Le Fonds est constitué pour une durée de 99 ans. Il a été agréé par l'AMF le 22/04/2004 et lancé le 18/05/2004.

OBJECTIF

Classification AMF : Sans classification

L'objectif de BSO PATRIMOINE est la recherche à tout moment de l'optimisation du couple risque/performance par une allocation diversifiée d'actifs composée d'actions et de produits de taux d'émetteurs de Pays Européens, gérée de manière discrétionnaire. L'indicateur de référence : 25% DJ EURO STOXX Large + 75% Bloomberg Euro Aggregate 3-5 ans Total return (LE35TREU). L'indice EURO STOXX Large est un indice de la famille Dow Jones STOXX calculé comme la moyenne arithmétique pondérée d'un échantillon d'une centaine de grandes capitalisations de la zone Euro. L'indice Bloomberg Euro Aggregate 3-5 ans Total return (LE35TREU) mesure la composante Trésorerie de l'Euro-Aggregate. Il est composé d'obligations publiques à taux fixe des pays souverains de la zone euro notées Investment Grade. Il faut cependant noter que la gestion du FCP n'étant pas indicielle, la performance du FCP pourra, le cas échéant, s'écarter sensiblement de cet indicateur de référence.

La stratégie d'investissement de l'OPCVM repose sur une gestion discrétionnaire active.

La sélection des actions, principalement de la zone euro et dans la limite de 50% de l'actif, a pour principaux critères la compréhension du métier, la qualité des dirigeants et la valorisation de la société.

Les critères de valorisation et de rentabilité sont appréhendés selon une approche privilégiant l'analyse financière au travers des ratios habituels (Price/ Earning, Price/Cash-Flow, Valeur d'entreprise/chiffre d'affaires, Marge nette, Rendement, ...) appréciés selon le secteur d'activité des sociétés émettrices. Le gestionnaire peut, en outre, investir dans des dossiers de retournement, notamment lorsque la valeur de marché d'un émetteur devient inférieure à sa valeur estimée. L'exposition au risque action sera comprise entre 0% et 50%.

Le choix des émetteurs des instruments de taux relève du respect des contraintes de liquidité et d'une analyse fondamentale. Celle-ci s'appuie notamment sur la qualité de l'émetteur, la notation et les ratios d'endettement. Cependant, la gestion ne se fixe pas de contrainte en matière de notation des émetteurs et peut investir sur des titres non notés ou notés en catégorie spéculative par les agences de notation.

Le portefeuille du fonds peut comprendre des titres de créances à taux fixe, taux variable ou taux révisable (obligations de toutes natures et de toutes catégories, titres participatifs, obligations convertibles, échangeables, titres de créances négociables et assimilés de droit français et étranger, instruments du marché monétaire). L'exposition au risque de taux sera comprise entre 50% et 100%. Le fonds peut investir dans des titres de créances non libellés en euro d'émetteurs de Pays Européens, dans la limite du risque de change autorisé de 10%.

Le fonds ne peut détenir plus de 10% de son actif en OPCVM. Le fonds est exposé à un risque de change qui peut représenter jusqu'à 10% de l'actif net.

Les revenus sont capitalisés (parts de capitalisation). Zone d'investissement : FRANCE et pays de l'OCDE. Durée de placement recommandée : trois ans minimum.

Les modalités de souscription et de rachat de parts sont détaillées dans la prospectus et au paragraphe "Combien de temps dois-je le conserver et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée" ci-après.

INVESTISSEURS DE DETAIL VISES

Le Fonds est compatible avec les investisseurs ayant une connaissance limitée des instruments financiers sous-jacents et/ou n'ayant aucune expérience du secteur financier. Le Fonds est compatible avec les investisseurs qui peuvent supporter des pertes élevées en capital et qui n'ont pas besoin de garantie du capital. Le Fonds est compatible avec les investisseurs qui cherchent à faire augmenter la valeur de leur investissement et qui souhaitent conserver leur investissement sur la durée de la période de détention recommandée (5 ans).

AUTRES INFORMATIONS

Banque dépositaire : BANQUE SAINT OLIVE

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTER ?

INDICATEUR SYNTHETIQUE DE RISQUE



! L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant toute la période de détention recommandée (5 ans). Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant la durée de détention recommandée, et vous pourriez obtenir moins en retour. L'indicateur synthétique de risque (ISR) permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer. Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 3 sur 7 qui est une classe de risque entre basse et moyenne.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds.

- Risque de crédit
- Risque de liquidité
- Risque de taux

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

SCENARIOS DE PERFORMANCE

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez. Ce que vous obtiendrez dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances, ainsi que la performance moyenne du produit au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir.

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

La période de détention recommandée pour ce produit est de 5 ans Exemple investissement de 10 000€		1 an	5 ans
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	7 610 €	6 790 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	-23,9%	-7,5%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	8 200 €	8 430 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	-18,0%	-3,4%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	9 370 €	9 370 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	-6,3%	-1,3%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	10 110 €	10 500 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	1,1%	1,0%

Le scénario défavorable s'est produit pour un investissement entre septembre 2022 et septembre 2017.

Le scénario intermédiaire s'est produit pour un investissement entre juin 2025 et juin 2020.

Le scénario favorable s'est produit pour un investissement entre mars 2025 et mars 2020.

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

QUE SE PASSE-T-IL SI SAINT OLIVE GESTION N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion de portefeuille. En cas de défaillance de cette dernière, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

L'investissement dans le Fonds ne fait pas l'objet d'une couverture de risque et n'est pas garanti en capital.

QUE VA ME COÛTER CET INVESTISSEMENT ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet des coûts et vous montrera l'incidence de l'ensemble de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit et du rendement du produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé que :

- qu'au cours de la première année vous récupérez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0%), que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée par le scénario intermédiaire.
- 10 000 EUR investis.

INVESTISSEMENT DE 10 000€

	Si vous sortez après 1 an	Si vous sortez après 5 ans *
Coûts totaux maximum	665 €	1 353 €
Incidence des coûts annuels **	6,7%	2,7%

* La période de détention recommandée est de 5 ans

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement par an soit de 1,4 % avant déduction des coûts et de -1,3% après cette déduction

COMPOSITION DES COÛTS

Le tableau ci-dessous indique :

- l'incidence annuelle des différents types de coûts sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement à la fin de la période d'investissement recommandée,
- la signification des différentes catégories de coûts.

Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	4% du montant que vous payez au moment de l'entrée dans l'investissement.	Jusqu'à 400 EUR
Coûts de sortie	1% de votre investissement avant qu'il ne vous soit payé.	Jusqu'à 100 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres frais administratifs ou d'exploitation	1,34% de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	Jusqu'à 134 EUR
Coûts de transaction	0,18% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	Jusqu'à 18 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions		
Commission liée aux résultats	Aucune commission liée aux résultats n'existe pour ce produit.	0 EUR

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER ET PUIS-JE RETIRER DE L'ARGENT DE FAÇON ANTICIPÉE ?

Période de détention recommandée : 5 ans

La période de détention recommandée a été choisie en considérant les caractéristiques du Fonds et notamment le profil de risques et les fluctuations de marché. Vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans.

Vous pouvez formuler une demande de rachat à tout moment, y compris avant la fin de la période de détention recommandée.

La valeur liquidative est établie quotidiennement, à l'exception des jours fériés légaux ou des jours de fermeture de la Bourse de Paris conformément au calendrier officiel d'Euronext. Dans ce cas, la valeur liquidative est établie le jour ouvré suivant.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés le jour ouvré précédant le jour d'établissement de la VL par le dépositaire avant 12h20 (heure de Paris). Les ordres sont pris en compte à cours inconnu : les ordres sont exécutés sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée sur les cours de clôture du même jour (bourse du jour J) et publiée en J+1 ouvré.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RÉCLAMATION ?

Pour toute réclamation, l'interlocuteur habituel du souscripteur est à sa disposition.

Si une réponse satisfaisante n'a pas pu lui être apportée, il peut formuler une réclamation selon les modalités suivantes :

- par courrier : SAINT OLIVE GESTION, 84 rue Duguesclin 69006 Lyon.

- par email à l'adresse suivant : lyon@bsosoc.com.

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une explication détaillée.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Des informations plus détaillées sur ce Fonds, telles que le prospectus, le règlement ainsi que le dernier rapport annuel et semestriel, peuvent être obtenues gratuitement, auprès de la Société de Gestion ou en ligne : www.banquesaintolive.com

RAPPORT D'ACTIVITE

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DE MARCHÉ

L'année 2025 a démarré sur une tendance nettement plus positive pour les marchés européens, notamment la France, que 2024.

Tout d'abord, la perspective de négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine et des publications de sociétés en majorité supérieures aux attentes ont permis une nette surperformance européenne avec des hausses de plus de 10% alors que les indices américains passaient rapidement dans le rouge. .

Globalement, en termes sectoriels, la consommation, notamment le luxe et l'alimentation, la santé et le secteur bancaire reprenaient des couleurs, tout comme les valeurs de défense et certaines industrielles cycliques, tandis que l'automobile et sauf exception les valeurs de technologie étaient pénalisées.

Mais le plan de relance annoncé par l'Allemagne fin février a entraîné une hausse des taux longs (40 points de base sur le 10 ans) qui a amené une première correction des marchés actions début mars. Parallèlement, le marché américain a accentué sa baisse suite à des indicateurs avancés et des indices de confiance dénotant un net ralentissement de la croissance. En outre, la situation géopolitique a recommencé à s'enliser avec de nouvelles exigences de Donald Trump vis-à-vis de l'Ukraine, la reprise des « exercices militaires » chinois autour de Taïwan et des menaces de la part de Poutine, sans oublier le conflit israélo-palestinien qui n'est pas résolu.

La volatilité s'est encore accélérée avec l'annonce d'une nouvelle salve de hausse des tarifs douaniers pour le 2 avril, dont l'estimation donnée autour de 20%, finalement largement au-dessus, voire spectaculaire pour de nombreux pays, ne peut qu'avoir un impact négatif sur la croissance mondiale, ainsi que sur l'inflation, des hausses de prix compensatoires devant être également envisagées par les entreprises.

Le seul point positif résultant de tout ceci est la reprise de la baisse des taux longs et l'anticipation de politiques monétaires plus accommodantes y compris aux Etats-Unis malgré les risques inflationnistes.

Les indices actions ont donc corrigé de l'ordre de 4% en mars, revenant à une hausse de l'ordre de 5% en Europe sur le trimestre et atteignant une baisse de près de 5% pour le S&P 500 et de 10% sur le Nasdaq, à laquelle s'ajoute une baisse du dollar de 4% environ.

Les marchés ont été extrêmement chahutés en avril du fait des voltes-faces de Donald Trump sur les droits de douane essentiellement.

Après l'annonce de hausses inimaginables le 2 avril, le Président américain les a finalement suspendus pour 3 mois le 9 avril, avant d'engager diverses discussions bilatérales sur tous les sujets. Les marchés se sont donc effondrés de 10 à 15% avant de reprendre plus des deux tiers de cette baisse sur la fin du mois. Le marché américain (S&P 500) n'en reste pas moins en baisse de plus de 5% depuis le début de l'année et de 15% en euro, le MSCI monde de 10% en euro et les indices européens ont ramené leur hausse entre 2 et 5 %.

Les taux longs ont fini par se détendre à nouveau et les spreads de crédit ont réalisé un pic temporaire de l'ordre de 150 points de base avant de retrouver des niveaux proches de 300 sur le Cross-over 3-5, dans la ligne du comportement du marché actions. Les publications de résultats continuent à ne pas être spécialement décevantes mais l'incertitude entraîne le consensus des prévisions à la baisse.

Au cours du mois de mai, les marchés sont restés soumis aux voltes-faces du Président américain : moratoire de 90 jours accordé à la Chine, nouvelles menaces de taxes douanières à 50% contre l'Union Européenne, pour le moment décalées au 9 juillet, entre autres..

Néanmoins, ce sont principalement les marchés obligataires qui en ont subi les conséquences, avec une remontée des taux 10 ans américains de plus de 20 points de base et une pentification des courbes de rendement.

Par ailleurs, l'inflation reste maîtrisée et la saison des résultats a été moins mauvaise que prévu, notamment aux Etats-Unis. Les indices actions sont donc remontés significativement (Etats-Unis 6 à 9 % en dollar, Europe de l'ordre de 4%). La défense, les banques et la construction ont mené le jeu, tandis que l'automobile, les pétrolières et la santé sont en queue de peloton.

La volatilité a continué à dominer sur les marchés au mois de juin mais les indices actions ont terminé le semestre sur une tendance positive. Le STOXX 600 s'inscrit à +6,6% à fin juin et le CAC 40 de 3,9% sur 6 mois, encore pénalisé par le poids des valeurs de croissance. Le S&P 500 est en hausse de 5,5%, pour l'essentiel regagné en juin, mais avec un dollar qui poursuit sa chute à 13% par rapport à l'Euro depuis le début de l'année, dont 3% sur le mois de juin.

La BCE a de nouveau baissé ses taux directeurs tandis que la Réserve Fédérale maintenait le statu quo malgré la pression de Donald Trump. Les signes de ralentissement économique et une inflation qui reste sage malgré les conflits au Moyen-Orient ont permis aux taux obligataires et aux spreads de crédit de rester relativement bien orientés.

RAPPORT ANNUEL 2024

Les marchés financiers ont plutôt fait du surplace en juillet, tiraillés entre des tendances contradictoires.

Du côté macroéconomique, la croissance a été relativement soutenue aux Etats-Unis avec un PIB en hausse de 3% au 2ème trimestre après -0.5% au 1er, soit +2% sur un an, et toujours atone en zone euro (+0.1% au 2ème trimestre et +1.4% sur un an).

Les chiffres d'inflation sont restés de part et d'autre de l'Atlantique inférieurs à 3%, et même de 1% en France, ce qui a limité la hausse des taux longs souverains à 10 ans entre 15 et 20 points de base sur le mois. Mais les droits de douane vont sans doute infléchir la tendance au second semestre.

Ceci explique le maintien du statu quo pour les banques centrales lors de leur réunion mensuelle.

Les publications de sociétés pour le 2ème trimestre ont été en majeure part supérieures aux attentes, notamment sur les financières et autres valeurs domestiques, la défense, la technologie et tout ce qui est lié à l'intelligence artificielle. Néanmoins, les révisions à la baisse des analystes se poursuivent en Europe pour 2025.

Les négociations sur les droits de douane ont finalement abouti à un taux de 15% pour l'Europe et le Japon, un peu moins élevé que prévu et que pour de nombreux autres pays, mais pèseront à partir du 1er août, tandis que la baisse du dollar est également un facteur négatif pour tous les groupes exportateurs.

Le mois d'août est resté favorable aux indices boursiers, avec une tendance légèrement positive, notamment aux Etats-Unis. La technologie a pourtant continué à être controversée, notamment du fait des pressions concurrentielles sur Nvidia et la dollar à s'affaiblir du fait des anticipations de baisse des taux de la Réserve Fédérale.

A Jackson Hole, le discours de J. Powell a en effet accredité la thèse d'au moins deux baisses d'un quart de point d'ici à la fin de l'année, ce qui est dorénavant anticipé par les courbes de taux.

En Europe, une fois l'accord commercial digéré, les marchés ont continué à progresser légèrement du fait de résultats toujours révisés à la hausse mais l'actualité politique est venue y mettre un frein.

D'une part, au niveau international, même si les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine ont avancé, un accord est loin d'avoir été trouvé sur les frontières territoriales.

D'autre part, l'annonce surprise de François Bayrou est interprétée comme une chute annoncée de son gouvernement le 8 septembre, nous ramenant à la période d'incertitude post dissolution. Néanmoins, le spread OAT-Bund a une nouvelle fois tenu le haut de fourchette de 80 points de base.

Septembre a été positif pour la plupart des indices boursiers en dépit des nombreuses incertitudes. Le principal facteur favorable est probablement la baisse d'un quart de point des taux directeurs de la Réserve Fédérale qui a compensé le statu quo en Europe, dans un contexte où la croissance américaine reste solide malgré la faiblesse de l'emploi et la poursuite des gesticulations du Président américain. La baisse des taux longs s'est donc poursuivie de façon générale, à la faveur également d'une inflation toujours sous contrôle grâce au prix du pétrole et de nombreuses matières premières en baisse, l'or faisant toujours partie des exceptions.

La France reste un cas particulier avec une situation politique toujours sans issue et une pression sur les taux d'intérêt qui pourrait rejaillir, ce qui a entraîné un retournement du leadership sectoriel, les financières cessant de surperformer et les valeurs de croissance de sous-performer. La question d'un ralentissement économique plus marqué reste néanmoins posée avec un attentisme des entreprises visible à la fois dans les chiffres publiés et dans les commentaires des dirigeants à l'occasion des publications. Les prévisions de résultats pour la fin de l'année sont donc de façon générale toujours révisées à la baisse en Europe et en France particulièrement.

Le mois d'octobre est resté relativement favorable pour les marchés tant du côté des actions que des obligations.

Les taux d'intérêt longs se sont détendus avec des chiffres d'inflation toujours sous contrôle et l'attente de la baisse des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale d'1/4 de point, puis ont subi des prises de bénéfices sur les derniers jours du mois après l'annonce d'un statu quo pour décembre ainsi que pour la BCE.

Les publications des sociétés ont démarré de façon positive avec peu de déceptions, et un consensus révisé à la hausse pour 2026. La technologie a notamment continué à bénéficier de nombreuses annonces d'investissements ou de partenariats dans l'intelligence artificielle, tandis que la santé et le luxe poursuivaient leur rebond. Néanmoins la tendance s'est également infléchie en fin de mois avec un arrêt de l'amélioration de la situation politique internationale, la prolongation du « shutdown » américain et les discussions sur le budget en France en particulier.

Après avoir été bien chahutés début novembre, les marchés financiers se sont repris en fin de mois et terminent relativement inchangés.

Les incertitudes ont porté sur :

RAPPORT ANNUEL 2024

- la baisse supplémentaire des taux de la Réserve Fédérale en décembre, du fait d'une activité toujours soutenue malgré certaines statistiques négatives dans un contexte de « shut down » le plus long ;

- les craintes concernant la formation d'une bulle spéculative autour de l'Intelligence Artificielle qui a entraîné une baisse significative des valeurs liées à ce secteur.

Paradoxalement, ce sont les taux d'intérêt obligataires européens qui sont remontés sur le mois alors qu'ils se détendaient aux Etats-Unis, sans doute rassurés sur le premier point. Sur les marchés actions, ce sont les valeurs de croissance chères qui ont sous-performé en corrélation avec la technologie, tandis que les financières et les industrielles résistaient mieux.

Les marchés ont accentué leur tendance au mois de décembre, avec des marchés actions et crédit poursuivant leur hausse, tandis que les taux d'intérêt longs se tendaient en début de mois pour revenir inchangés au 31 décembre.

Les indices actions européens sont en hausse entre 10 et 20% sur l'année (Eurostoxx 50 + 18.2%, CAC 40 + 10.4%, S&P 500 + 16% en dollar, Nikkei + 26% en yen...) et des marchés de crédit en hausse de 3% (IG) à 5% (HY) sur le 3-5 ans grâce à la poursuite du désendettement des entreprises. Les marchés actions anticipent en effet une croissance des bénéficiaires supérieure à 10% en 2026. L'or a continué à caracoler tandis que le pétrole restait sous pression (Brent -18% sur l'année)..

Les taux longs des emprunts d'Etat se sont significativement tendus sur l'année, dépassant en Europe les niveaux de la crise de l'euro de 2011 pour le 30 ans et en décembre sur le 10 ans. Le désendettement des Etats n'est en effet pas à l'ordre du jour, notamment aux Etats-Unis et en France.

Les valeurs de croissance ont souffert du fait de leur valorisation élevée et donc sous-performé toute l'année à l'exception de quelques phases de rebond, tandis que les valeurs cycliques industrielles ou de consommation connaissaient une rotation importante quoi que variable au gré des différents secteurs (surperformance de la défense en début d'année, de la santé en fin d'année).

Les valeurs financières, de rendement et les utilities ont clairement le mieux tiré leur épingle du jeu. La technologie est restée leader notamment aux Etats-Unis malgré une correction significative et la construction électrique a également connu une évolution favorable pour les data centers, du fait de perspectives toujours révisées à la hausse de l'intelligence artificielle.

Paradoxalement, les mauvaises nouvelles économiques se sont finalement transformées en bonnes nouvelles financières : les marchés obligataires ont bénéficié des baisses de taux monétaires (3 de la Réserve Fédérale, 4 de la BCE), les dirigeants allemands ont mis en place des mesures de relance budgétaire, et les entreprises ont adapté leurs structures de coûts et leurs implantations géographiques. Ceci a permis un rééquilibrage en fin d'année avec une consommation résiliente aux Etats-Unis malgré un taux de chômage atteignant 4.5%, une hausse des tarifs douaniers américains limitée à environ 15% en moyenne, une inflation autour de 2% en zone euro, un dollar stabilisé après une baisse de près de 14% par rapport à l'euro et des avancées en matière de paix tant au Proche Orient qu'entre la Russie et l'Ukraine.

POLITIQUE DE GESTION

BSO Patrimoine a bien démarré l'année avec une hausse de 2.28% sur le mois de janvier, légèrement en avance par rapport à son indice de référence. Nous avons initié plusieurs nouvelles lignes obligataires en contrepartie de nombreux remboursements d'émissions arrivées à échéances (Adecco, CMA-CGM, LEG Immo, Valeo, Portugal Airlines) et maintenu la sensibilité proche de 2 avec un taux actuariel de l'ordre de 3.75% avec une part actions de 26% dont nous avons légèrement augmenté la part américaine dans la limite du risque de change autorisé.

Nous avons un peu allégé la partie actions et convertibles fin février pour revenir à l'exposition du début d'année, soit 25% actions et 30% avec les convertibles. Nous avons donc pris quelques bénéficiaires sur Accor 2027, Adidas, Air Liquide, Essilor, Hermès, Linde, LVMH et Roche sur leur rebond et vendu Just Eat Takeaway 2028 suite à une OPA.

En mars, nous avons allégé la ligne Thalès pour maintenir la partie actions en dessous de 25% et réinvesti seulement une partie des liquidités venant des remboursements obligataires sur Derichebourg 2028 et Dufry 2028, signatures BB+ donnant un rendement actuariel de l'ordre de 3.5%.

Nous n'avons pas modifié nos allocations en avril mais saisi quelques opportunités sur les convertibles (vente Fnac-Darty, renforcement Bel 2029 et Cellnex 2031)

Durant le mois de mai, nous avons arbitré partiellement Peugeot Invest pour Ferrari, qui après sa correction conserve d'excellentes perspectives avec une valorisation plus raisonnable, initié une ligne de convertible ENI 2030 et renforcé Bel 2029 dont le rendement est proche de 4%.

Nous avons eu beaucoup de remboursements obligataires au mois de juin et réinvesti sur des souches 2028 à 2030, soit à l'émission (Ford 2028 avec un rendement de près de 4%) soit en renforçant des lignes existantes (Dufry 2028, Derichebourg

RAPPORT ANNUEL 2024

2028, SPIE 2030). Nous avons également renforcé Bio Santé que nous avons allégé il y a quelques mois sur des niveaux plus élevés.

La santé a connu un rebond significatif en juillet (ce qui a bénéficié au fonds dont la ligne BSO Bio Santé avait été doublée fin juin) et la bonne tendance relative des valeurs moyennes se poursuit.

Compte-tenu de nombreux remboursements obligataires, nous avons renforcé des lignes existantes (Forvia 2027, Taptra 2029) et initié de nouvelles lignes Nexans 2029 et GBL (Sagerpar) 2026. Le taux actuariel du portefeuille reste supérieur à 3% pour une sensibilité inférieure à 2.

Nous avons aussi réinvesti les liquidités issues de remboursements obligataires en août en renforçant des positions existantes sur les actions, ce qui maintient leur part au-dessus de 26% et celle des liquidités de 4% après l'initiation d'une ligne Renault Banque 2028.

Le fonds a relativement bien résisté sur le mois de septembre en dépit de déceptions sur certaines valeurs. Les actions représentent 27% au 30 septembre, soit une exposition de 31% y compris les convertibles. La partie obligataire procure toujours un rendement actuariel supérieur à 3% pour une sensibilité de 2.

Nous avons pris quelques bénéfiques sur la partie actions en octobre (Essilor, BioSanté,...) pour la maintenir autour de 27% (31% avec les convertibles), et initié une ligne d'Intermarché 2029 dont le rating est BBB.

En novembre, nous avons encore eu de nombreux remboursements obligataires qui nous sont permis d'augmenter légèrement la durée et le rendement du portefeuille obligataire à 2.3 et 3.2% respectivement en réinvestissant sur Canal + 2030, Ceetrus 2028 Intermarché 2029, Elis et Cellnex 2031, VW 7.5 perp notamment avec des taux actuariels entre 3.5 et 6.5%.

Nous n'avons pas fait de mouvement sur la partie actions en décembre qui continue à souffrir de son exposition aux valeurs de croissance au détriment des financières.

Nous avons réinvesti les liquidités issues de remboursements sur des lignes existantes et initié de nouvelles lignes Lagardère 2030 et Orpar/Rémy-Cointreau 2031 pour maintenir une sensibilité de l'ordre de 2 et un taux actuariel supérieur à 3%.

Le fonds termine l'année en hausse de 3.28%, pour un indice de référence en hausse de 8.25% (25% Eurostoxx large dividendes réinvestis en hausse de 24.4% et 75% nouvel indice de référence obligataire Bloomberg 3-5 ans en hausse de 2.8%). Le taux actuariel est supérieur à 3% sur la partie obligataire avec une sensibilité de 2. Nous avons été pénalisés dans la partie actions par notre exposition au marché américain, au secteur de la santé, par la surpondération de la France et celle des valeurs de croissance.

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE

Les 5 principaux mouvements à l'achat sont les suivants :

Instrument financier	Quantité	Montant
VOLK IN 7.5 PERP	1 000 000	1 108 379,32 €
ELIS EX 3.375 0931	1 100 000	1 106 648,97 €
RCI BAN 4.875 0928	1 000 000	1 099 209,59 €
EURO SC 6.75 PERP	1 000 000	1 091 577,95 €
BSO BIO SANTE	1 000	1 069 240,00 €

Les 5 principaux mouvements à la vente sont les suivants :

Instrument financier	Quantité	Montant
LA POST 3.125 PERP	1 000 000	1 028 225,40 €
AXA 5.125 PERP	1 000 000	998 859,92 €
BSO BIO SANTE	800	985 912,00 €
JUST EA 0.625 0126	1 000 000	973 263,51 €
BSO CONVERTIBLE C	10 000	953 500,00 €

RAPPORT ANNUEL 2024

La société de gestion a réalisé au total sur l'exercice écoulé :

- Acquisitions : 29 822 735,12 €
- Cessions : 19 192 801,07 €

RISQUE GLOBAL

Conformément au prospectus du Fonds, la méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode du calcul de l'engagement.

GESTION DES LIQUIDITES

Au cours de la période, la société de gestion s'est assurée de la cohérence de la stratégie d'investissement du Fonds avec sa liquidité en organisant régulièrement des stress-tests sur l'actif et le passif du Fonds.

Les résultats de stress-tests sont liés aux conditions de marché passées et ne constituent pas une garantie face aux conditions de marché futures. A ce jour, aucun actif du fonds ne fait l'objet d'un traitement spécial du fait de sa nature non liquide.

Pour évaluer le risque de liquidité de l'actif, la société de gestion utilise en conditions normales et stressées les scénarios suivants :

- Poids de l'actif net liquidable en 1 jour ou moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 7 jours au moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 30 jours au moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en plus de 30 jours.

Au 31 décembre 2025, il a été obtenu les résultats suivants :

Type de ratio	Identification du ratio	Limite	Scenario	Résultat	Statut
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 1	25%	Conditions normales	52,06%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 7	60%	Conditions normales	98,34%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 30	75%	Conditions normales	99,66%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en > 30	25%	Conditions normales	0%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 1	5%	Conditions exceptionnelles	23,89%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 7	30%	Conditions exceptionnelles	93,14%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 30	45%	Conditions exceptionnelles	99,66%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en > 30	55%	Conditions exceptionnelles	0%	Ok

Pour évaluer le risque de liquidité du passif, la société de gestion utilise les scénarios de rachats globaux suivants :

- Nombre de jours pour honorer 10% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 25% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 50% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 75% de rachats.

Au 31 décembre 2025, il a été obtenu les résultats suivants :

Type de ratio	Identification du ratio	Limite	Scenario	Résultat	Statut
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 10% de rachats	2 j	Conditions normales	0,03 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 25% de rachats	3 j	Conditions normales	1 j	Ok
Hypothèses de Rachats	Nombre de jours pour	5 j	Conditions normales	1 j	Ok

RAPPORT ANNUEL 2024

globaux	honorer 50% de rachats				
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 75% de rachats	0 j	Conditions normales	2 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 10% de rachats	3 j	Conditions exceptionnelles	0,05 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 25% de rachats	5 j	Conditions exceptionnelles	2 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 50% de rachats	7 j	Conditions exceptionnelles	2 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 75% de rachats	0 j	Conditions exceptionnelles	3 j	Ok

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Conformément à la réglementation en vigueur, SAINT OLIVE GESTION établit et maintient opérationnelle la présente Politique de vote afin de présenter les conditions dans lesquelles elle entend exercer son rôle d'actionnaire auprès des entreprises dans lesquelles les Fonds investissent.

SAINT OLIVE GESTION considère que l'exercice des droits de vote auprès des entreprises en portefeuille permet une influence positive sur ceux-ci. Dans le cadre de l'exercice des droits de vote, la société de gestion prend nécessaire en compte l'évolution comportementale des entreprises.

SAINT OLIVE GESTION exerce les droits de vote attachés aux actions détenues par les Fonds qu'elle gère de la manière suivante :

Pour les Fonds gérés, l'exercice des droits de vote est assuré pour les 10 entreprises dont l'encours cumulé est le plus important au 31/12/n-1. La société de gestion se réserve la possibilité d'exercer les droits de vote attachés à d'autres titres détenus par les Fonds gérés dans l'intérêt des porteurs ou actionnaires.

SAINT OLIVE GESTION publie annuellement un rapport sur l'exercice des droits de vote pour les Fonds gérés. La société de gestion publie également un rapport spécifique pour chaque Fonds labellisés ISR.

Le rapport sur l'exercice des droits de vote est publié sur le site internet du groupe BANQUE SAINT OLIVE (www.banquesaintolive.com). SAINT OLIVE GESTION transmet également le rapport sur l'exercice des droits de vote sur simple demande.

Pour l'année 2025, il n'y a pas eu à relever de situation de conflits d'intérêts lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC que gère la société de gestion.

INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE DE GESTION

SYSTEMES OPERANTS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de changement majeur des systèmes opérants.

CONTROLE DES OPERATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu d'incident opérationnel significatif donnant lieu à une indemnisation du Fonds et/ou de ses porteurs.

SUIVI DES RECLAMATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, la société de gestion n'a reçu aucune réclamation concernant le Fonds.

RAPPORT DE CONFORMITE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion établit et maintient opérationnels des mécanismes de contrôle interne appropriés, conçus pour garantir le respect des décisions et procédures à tous les niveaux de la société de gestion de portefeuille.

Le dispositif de conformité et de contrôle interne doit comprendre un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques de la société de gestion afin d'assurer la maîtrise des risques liés à ses activités.

La société de gestion a désigné un Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI), lequel doit disposer de l'indépendance, de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires pour remplir ses missions de façon efficace. Il doit également disposer d'un accès à toutes les informations nécessaires à l'exercice de ses missions.

Pour garantir l'indépendance et l'autorité de la fonction de conformité, le RCCI est rattaché hiérarchiquement aux dirigeants effectifs de la société de gestion, qui participent à la définition et la mise en œuvre du dispositif de conformité et de contrôle interne.

Pour déterminer le programme de contrôle et la fréquence des missions de contrôle, la fonction de conformité doit adopter une approche fondée sur le risque. Chaque année, le RCCI établit un Plan de Conformité et de Contrôle Interne qui précise la nature et l'étendue des travaux récurrents en matière de contrôle de 2ème niveau interne ainsi que leurs périodicités. A titre d'exemple, les contrôles suivants sont assurés : contrôle de la documentation réglementaire des Fonds, contrôle des modalités de transmissions d'ordres, contrôle des enregistrements téléphoniques, contrôles des règles d'investissement, contrôle de la valorisation, contrôle du risque de liquidité à l'actif et au passif, contrôle des prestataires extérieurs (dépositaire, valorisateur, gestionnaire financier le cas échéant), contrôle des franchissements de seuil, contrôle des conflits d'intérêts, contrôle relatif à la LCB-FT, contrôle du respect du règlement déontologique par les salariés de la société de gestion, contrôle de la rémunération des salariés et de la gouvernance de la société de gestion.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles.

RAPPORT SUR LES RISQUES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre en œuvre des systèmes appropriés de gestion des risques afin de détecter, mesurer, gérer et suivre de manière adaptée tous les risques relevant de chaque stratégie d'investissement des Fonds gérés et auxquels chaque Fonds est exposé ou susceptible d'être exposé.

La société de gestion établit une Politique de prévention et de gestion des risques afin de présenter, d'une part, le dispositif en vigueur et, d'autre part, les principaux risques auxquels la société de gestion est ou peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

La fonction permanente de gestion des risques dispose des moyens humains et techniques nécessaires pour exercer d'une manière efficace les activités de gestion des risques. En particulier, elle dispose d'une compétence et d'une expertise professionnelle et de systèmes et techniques adaptés à la complexité de la stratégie mise en place et aux instruments utilisés dans les Fonds gérés.

En application de la Politique d'investissement, les Fonds gérés sont susceptibles d'être exposés aux risques suivants : risque lié à la gestion discrétionnaire, risque de marché, risque de liquidité, risque lié aux actions, risque de taux, risque de crédit, risque de change, risque en matière de durabilité, etc.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles sur les risques.

RAPPORT DES FRAIS D'INTERMEDIATION

Conformément à l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF, lorsque les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur simple demande adressée à la société de gestion.

UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée est présenté en annexes des comptes annuels.

AUDIT EXTERNES

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes du Fonds n'ont pas émis de « Management Letter » faisant état de commentaires et/ou de recommandations sur les sujets couverts par leur mission.

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes de la société de gestion n'ont pas émis de « Management Letter » faisant état de commentaires et/ou de recommandations sur les systèmes de contrôle interne et sur les autres sujets couverts par leur mission.

AUTRES INFORMATIONS

PROCEDURE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Conformément à sa Politique de meilleure sélection et de meilleure exécution, la société de gestion veille à obtenir le meilleur résultat possible grâce aux intermédiaires financiers sélectionnés.

Afin d'obtenir la meilleure exécution de ses ordres, SAINT OLIVE GESTION a mis en place la présente procédure de sélection des intermédiaires financiers qui lui permet de retenir des prestataires de qualité sur la base de différents critères objectifs :

- Prix et coût du service ;
- Organisation humaine (effectif et communication) ;
- Organisation matérielle (enregistrement et traitement) ;
- Réputation sur la classe d'actif.

La liste des intermédiaires agréés est établie à l'échelle du groupe BANQUE SAINT OLIVE.

Toute latitude est laissée aux gestionnaires de portefeuille pour choisir les intermédiaires avec lesquels ils souhaitent opérer parmi ceux inscrits sur la liste interne des intermédiaires admis.

Les intermédiaires financiers autorisés font l'objet d'une évaluation annuelle afin de s'assurer qu'ils disposent des agréments ainsi que des moyens humains et techniques nécessaires à l'accomplissement de leur mission. A l'occasion de cette évaluation, il est également évalué la qualité des services d'exécution qu'ils fournissent.

L'intermédiaire financier, dont l'évaluation fait apparaître une note inférieure à la moyenne, est mis en période d'observation dont la durée est fixée à cette occasion. Si, à l'issue d'une seconde évaluation, sa note est toujours inférieure à la moyenne, la société de gestion peut décider de radier l'intermédiaire financier en considérant que la qualité de service est insuffisante.

Parmi les différents modèles de financement de la recherche introduits par la directive MIF 2, la société de gestion a retenu la solution consistant à prendre à sa charge, le cas échéant, le coût des travaux relatifs à la recherche. Le coût des travaux relatifs à la recherche ne sera donc pas facturé aux Fonds gérés.

POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion prend toutes les mesures raisonnables pour détecter les situations de conflits d'intérêts.

Pour mémoire, un conflit d'intérêts peut être défini comme une situation qui naît quand l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'une personne est susceptible d'être influencé par un autre intérêt public ou privé distinct de celui qu'il doit défendre dans ces fonctions. Un intérêt est la source d'un avantage de quelque nature que ce soit, matériel ou immatériel, professionnel, commercial, financier ou personnel.

Un conflit d'intérêts peut se présenter notamment lors de la gestion d'un Fonds pour lequel les intérêts de la société de gestion, ceux de ses collaborateurs, des partenaires commerciaux, ou des personnes physiques ou morales qui leur sont liées directement ou indirectement, sont en concurrence avec les intérêts de ses clients ; ou plusieurs clients ont des intérêts concurrents.

Pouvoir assurer en toute circonstance la primauté des intérêts des clients, la société de gestion a établi une Politique de gestion des conflits d'intérêts qui permet d'assurer, d'une part, l'identification des situations qui donnent ou sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts, et d'autre part, la mise en œuvre de mesures permettant de prévenir, encadrer et de gérer, le cas échéant, les conflits d'intérêts.

Les procédures mises en place au sein de la société de gestion permettent notamment d'assurer un contrôle des situations suivantes :

- Sélection des prestataires essentiels ou importants ;
- Sélection des partenaires commerciaux ;
- Séparation des sociétés du groupe BANQUE SAINT OLIVE ;
- Séparation des métiers susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts ;
- Circulation des informations confidentielles ou privilégiées ;
- Etc.

POLITIQUE D'ÉVALUATION « ESG »

La Politique d'investissement de la société de gestion est fondée sur une analyse fondamentale approfondie des entreprises avec pour objectif d'obtenir une performance sur le long terme en considérant notamment l'évolution comportementale des entreprises face aux différents défis financiers et extra-financiers qu'elles peuvent rencontrer.

La société de gestion considère que la qualité de gouvernance des entreprises est devenue un critère central dans ses décisions d'investissement.

Dans ce sens, la société de gestion a signé les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (UNPRI) afin de structurer sa démarche d'investisseur responsable sur le long terme. Les PRI constituent un cadre international volontaire qui engage les investisseurs à intégrer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs décisions d'investissement et leurs pratiques de gestion.

RISQUE DE DURABILITE ET TAXONOMIE EUROPÉENNE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre à disposition des porteurs ou actionnaires des Fonds gérés une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement du risque de durabilité.

Pour mémoire, le risque en matière de durabilité est lié à un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le Fonds ne prend pas en compte, directement et simultanément, dans sa politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (dits critères « ESG »). Si la société de gestion a vocation à intégrer progressivement des critères extra-financiers dans sa politique d'investissement, elle n'a pas pour objectif de réduire le risque de durabilité.

Pour la gestion du Fonds, la société de gestion ne prend pas simultanément et automatiquement en compte les trois critères « ESG ». Les investissements sous-jacents à ce Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le Règlement (UE) 2020/852.

POLITIQUE DE REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA SOCIETE DE GESTION

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion met en œuvre une Politique de rémunération destinée à promouvoir une gestion saine, prudente et efficace afin d'éviter que la situation financière de la société de gestion soit affectée de façon préjudiciable par la rémunération versée au personnel. La Politique de rémunération s'applique notamment aux mandataires sociaux, dirigeants effectifs, aux gérants de Fonds et à tous les salariés considérés comme preneurs de risque.

La Politique de rémunération est également déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts en prévenant les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients.

Dans l'application de sa Politique de rémunération, la société de gestion considère la stratégie d'investissement, les profils de risque mais aussi les contraintes réglementaires ou contractuelles des Fonds gérés.

La part variable est liée aux résultats de chacune des sociétés du groupe concernées, ainsi :

- Aucune rémunération fixe ou variable n'est liée à la réalisation d'objectifs de vente, de courtage, de performance, etc.
- Aucune rémunération fixe ou variable n'est prise en charge par les Fonds gérés.

Les rémunérations variables versées au sein de la société de gestion sont déterminées de façon discrétionnaire. Au-delà d'un certain seuil, les rémunérations variables sont soumises à des restrictions : paiement différé sur plusieurs années.

Compte tenu de la taille de l'effectif de la société de gestion, la décomposition par catégorie de personnel n'est pas communiquée pour maintenir la confidentialité des rémunérations individuelles.

Au titre de l'année 2025, les montants des rémunérations attribuées par la société de gestion à son personnel (5 au 31 décembre 2025) se sont élevés à 942 808 euros pour la partie rémunération fixe et 453 750 euros pour la partie rémunération variable.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est établi sous la responsabilité de SAINT OLIVE GESTION.

La société de gestion atteste qu'à sa connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Fonds.

La société de gestion atteste également que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du Fonds.

SAINT OLIVE GESTION

Louis SAINT OLIVE
Gérant

BSO PATRIMOINE

Organisme de placement collectif constitué
sous forme de Fonds Commun de Placement
Siège social : 84 Rue Duguesclin
69006 LYON

Société de gestion :
SAINT OLIVE GESTION
84 Rue Duguesclin
69006 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

TABLE DES MATIERES

1. OPINION	3
2. FONDEMENT DE L'OPINION	3
2.1 Référentiel d'audit	3
2.2 Indépendance	3
3. OBSERVATION	4
4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS	4
5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES	4
6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS 4	
7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS	5

Mesdames, Messieurs,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif BSO PATRIMOINE, constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP), relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport et comprenant 27 pages en plus de notre rapport, soit un total de 33 pages.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'organisme de placement collectif à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels relative au changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement comptable ANC n°2020-07.

4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel établi par la société de gestion.

6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de l'organisme de placement collectif à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisme de placement collectif ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre organisme de placement collectif.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'organisme de placement collectif à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés

jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon
Le 29 avril 2026,



FIDELIANCE RHONE ALPES SAS
Représentée par Jean-François MALLEN
Commissaire aux Comptes

BSO PATRIMOINE

<p>COMPTES ANNUELS 31/12/2025</p>

Bilan Actif au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles nettes	0,00	0,00
Titres financiers		
Actions et valeurs assimilées (A)	18 986 948,26	21 856 927,11
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	18 986 948,26	21 856 927,11
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations convertibles en actions (B)	16 553 976,25	25 269 039,27
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	16 553 976,25	25 269 039,27
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées (C)	39 656 256,98	46 581 639,09
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	39 656 256,98	46 581 639,09
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances (D)	0,00	0,00
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	8 404 200,00	9 440 006,00
OPCVM	8 274 600,00	9 307 146,00
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	129 600,00	132 860,00
Autres OPC et fonds d'investissements	0,00	0,00
Dépôts (F)	0,00	0,00
Instruments financiers à terme (G)	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres (H)	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres donnés en garantie	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers prêtés	0,00	0,00
Titres financiers empruntés	0,00	0,00
Titres financiers donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Prêts (I) (*)	0,00	0,00
Autres actifs éligibles (J)	0,00	0,00
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	83 601 381,49	103 147 611,47
Créances et comptes d'ajustement actifs	11 043,20	0,00
Comptes financiers	2 472 980,32	655 820,99
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	2 484 023,52	655 820,99
Total de l'actif I+II	86 085 405,01	103 803 432,46

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Bilan Passif au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres :		
Capital	83 253 965,55	101 462 761,90
Report à nouveau sur revenu net	0,00	0,00
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice	2 730 212,54	2 218 286,29
Capitaux propres I	85 984 178,09	103 681 048,19
Passifs de financement II (*)	0,00	0,00
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	85 984 178,09	103 681 048,19
Passifs éligibles :		
Instruments financiers (A)	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres financiers	0,00	0,00
Instruments financiers à terme (B)	0,00	0,00
Emprunts (C) (*)	0,00	0,00
Autres passifs éligibles (D)	0,00	0,00
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	0,00	0,00
Autres passifs :		
Dettes et comptes d'ajustement passifs	101 226,92	122 384,27
Concours bancaires	0,00	0,00
Sous-total autres passifs IV	101 226,92	122 384,27
Total Passifs : I+II+III+IV	86 085 405,01	103 803 432,46

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Revenus financiers nets		
Produits sur opérations financières :		
Produits sur actions	504 086,87	561 334,22
Produits sur obligations	2 686 865,14	2 020 503,74
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur parts d'OPC	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Produits sur opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Produits sur prêts et créances	0,00	0,00
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Sous-total produits sur opérations financières	3 190 952,01	2 581 837,96
Charges sur opérations financières :		
Charges sur opérations financières	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Charges sur emprunts	0,00	0,00
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	0,00	0,00
Charges sur passifs de financement	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Sous-total charges sur opérations financières	0,00	0,00
Total revenus financiers nets (A)	3 190 952,01	2 581 837,96
Autres produits :		
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	0,00	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance	0,00	0,00
Autres produits	0,00	0,00
Autres charges :		
Frais de gestion de la société de gestion	-1 191 235,62	-1 527 974,58
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	-9 944,12
Autres charges	0,00	0,00
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-1 191 235,62	-1 537 918,70
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	1 999 716,39	1 043 919,26
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	-119 716,01	-96 948,63
Sous-total revenus nets I = (C+D)	1 880 000,38	946 970,63
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :		
Plus ou moins-values réalisées	2 801 176,17	799 977,44
Frais de transactions externes et frais de cession	-34 637,83	-64 742,20
Frais de recherche	0,00	0,00
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	0,00	0,00
Indemnités d'assurance perçues	0,00	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	0,00	0,00
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	2 766 538,34	735 235,24
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	-286 577,30	-94 537,67
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	2 479 961,04	640 697,57

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :		
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	-1 615 011,77	761 498,55
Ecart de change sur les comptes financiers en devises	0,00	12,33
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	0,00	0,00
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	0,00	0,00
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	-1 615 011,77	761 510,88
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-14 737,11	-130 892,79
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	-1 629 748,88	630 618,09
Acomptes :		
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	0,00	0,00
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	0,00	0,00
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	0,00	0,00
Impôt sur le résultat V (*)	0,00	0,00
Résultat net I + II + III + IV + V	2 730 212,54	2 218 286,29

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Annexe des comptes annuels

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

L'objectif de BSO PATRIMOINE est la recherche à tout moment de l'optimisation du couple risque/performance par une allocation diversifiée d'actifs composée d'actions et de produits de taux d'émetteurs de Pays Européens, gérée de manière discrétionnaire.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

A1b.Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Actif net en EUR	171 570 692,27	147 845 644,50	130 343 790,78	103 681 048,19	85 984 178,09
Nombre de titres	84 973,00000	80 519,00000	67 232,00000	52 335,00000	42 024,00000
Valeur liquidative unitaire	2 019,12	1 836,15	1 938,71	1 981,10	2 046,07
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	56,09	-36,70	25,43	12,24	59,01
Capitalisation unitaire sur revenu	6,02	7,71	9,05	18,09	44,73

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « Plus ou moins values latentes ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :**Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Exposition directe aux marchés de crédit : principes et règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC (tableau C1f) :

Tous les éléments du portefeuille de l'OPC exposés directement aux marchés de crédit sont repris dans ce tableau.

Pour chaque élément, les diverses notations sont récupérées : note de l'émission et/ou de l'émetteur, note long terme et/ou court terme.

Ces notes sont récupérées sur 3 agences de notation.

Les règles de détermination de la note retenue sont alors :

1^{er} niveau : s'il existe une note pour l'émission, celle-ci est retenue au détriment de la note de l'émetteur.

2^{ème} niveau : la note Long Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation.

S'il n'existe pas de note long terme, la note Court Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation.

Si aucune note n'est disponible l'élément sera considéré comme « Non noté ».

Enfin selon la note retenue la catégorisation de l'élément est réalisé en fonction des standards de marchés définissant les notions « Investissement Grade » et « Non Investment Grade ».

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Frais de gestion financière

Les frais de gestion financière recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion. Les frais de gestion financière est provisionnée lors du calcul de la valeur liquidative et directement imputée au compte de résultat du FCP.

Frais administratifs externes à la société de gestion

Les frais administratifs externes recouvrent les frais de dépositaire, valorisateur, Commissaire aux comptes, etc. Les frais annuels de commissaire aux comptes sont à la charge de la société de gestion.

En cas de majoration des frais administratifs externes à la société de gestion qui serait égale ou inférieure à 10 points de base par année civile, le FCP sera susceptible de ne pas informer les porteurs de manière particulière, ni de leur offrir la possibilité d'obtenir le rachat de leurs actions ou parts sans frais. L'information des porteurs pourra, dans ce cas, être réalisée par tout moyen, notamment sur le site internet de la société de gestion, dans la rubrique relative au FCP. Il est rappelé que cette information devra être publiée en préalable à sa prise d'effet.

Commissions de mouvement

Les commissions de mouvement sont prélevées sur chaque transaction et partagées entre la société de gestion et le dépositaire.

Commission de surperformance

Néant.

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux barème maximum (TTC)
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	1,50% annuel
Commission de mouvement Répartition entre les prestataires suivants : Société de gestion (85%) Dépositaire (15%)	Prélèvement sur chaque transaction	Marché Euronext Paris = 1,01% Marché étranger = 0,96%
Total des frais maximum	Actif net	2,50%
Commission de surperformance	Néant	Néant

Les frais de transaction sont prélevés à chaque transaction conformément à la procédure décrite dans le prospectus.

Les frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du Règlement général de l'AMF sont payés à partir des ressources propres de la société de gestion et ne sont pas facturés au FCP.

Pour toute information complémentaire, le porteur pourra se reporter au rapport annuel du FCP.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Conformément à la réglementation pour les parts ouvrant droit à distribution :

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part BSO Patrimoine	Capitalisation	Capitalisation

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement
B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres début d'exercice	103 681 048,19	130 343 790,78
Flux de l'exercice :		
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	3 241 273,26	3 560 849,76
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-24 089 386,32	-32 764 257,73
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	1 999 716,39	1 043 919,26
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	2 766 538,34	735 235,24
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	-1 615 011,77	761 510,88
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	0,00	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	0,00	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	85 984 178,09	103 681 048,19

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice
B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	1 593,00000	3 241 273,26
Parts rachetées durant l'exercice	-11 904,00000	-24 089 386,32
Solde net des souscriptions/rachats	-10 311,00000	-20 848 113,06
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	42 024,00000	

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
BSO Patrimoine FR0010080911	Capitalisation	Capitalisation	EUR	85 984 178,09	42 024,00000	2 046,07

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés
C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition
C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1	Pays 2	Pays 3	Pays 4	Pays 5
		FRANCE +/-	SUISSE +/-	ETATS-UNIS +/-	ALLEMAGNE +/-	ITALIE +/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées	18 986,95	14 911,88	1 550,26	1 509,74	507,15	318,70
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan						
Futures	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Options	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Swaps	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Total	18 986,95					

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
		FRANCE	5 507,88	980,07	3 560,23	967,58
ALLEMAGNE	4 106,40	2 293,24	1 813,16	0,00	4 106,40	0,00
ITALIE	3 166,99	0,00	3 166,99	0,00	3 166,99	0,00
ESPAGNE	1 791,15	0,00	1 067,87	723,28	1 791,15	0,00
BELGIQUE	994,00	994,00	0,00	0,00	994,00	0,00
Autres	987,56	0,00	987,56	0,00	987,56	0,00
Total	16 553,98	4 267,31	10 595,81	1 690,86	16 553,98	0,00

C1c.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations	39 656,26	39 656,26	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	2 472,98	0,00	0,00	0,00	2 472,98
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan					
Futures	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Options	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres instruments financiers	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Total		39 656,26	0,00	0,00	2 472,98

C1d.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois]]3 - 6 mois]]6 - 12 mois]]1 - 3 ans]]3 - 5 ans]]5 - 10 ans]	>10 ans]
	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif							
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations	20,00	2 073,33	2 221,27	18 298,00	10 821,37	1 102,26	5 120,03
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	2 472,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan							
Futures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Options	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres instruments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	2 492,98	2 073,33	2 221,27	18 298,00	10 821,37	1 102,26	5 120,03

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

C1e.Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1	Devise 2	Devise 3	Devise 4	Devise N
	CHF	USD			
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif					
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	1 550,25	1 509,74	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan					
Devises à recevoir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Devises à livrer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Futures options swaps	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1 550,25	1 509,74	0,00	0,00	0,00

C1f.Exposition directe aux marchés de crédit^(*)

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade	Non Invest. Grade	Non notés
	+/-	+/-	+/-
Actif			
Obligations convertibles en actions	6 761,76	2 826,42	6 965,80
Obligations et valeurs assimilées	8 701,94	25 595,28	5 359,03
Titres de créances	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan			
Dérivés de crédits	0,00	0,00	0,00
Solde net	15 463,70	28 421,70	12 324,83

(*) Les principes et les règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC selon les catégories d'exposition aux marchés de crédit sont détaillés au chapitre A2. Règles et méthodes comptables.

C1g.Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts		
Instruments financiers à terme non compensés		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension		
Créances représentatives de titres donnés en garantie		
Créances représentatives de titres financiers prêtés		
Titres financiers empruntés		
Titres reçus en garantie		
Titres financiers donnés en pension		
Créances		
Collatéral espèces		
Dépôt de garantie espèces versé		
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments financiers à terme non compensés		
Dettes		
Collatéral espèces		

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat
D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	31/12/2025
Créances		
	Coupons et dividendes en espèces	11 043,20
Total des créances		11 043,20
Dettes		
	Frais de gestion fixe	101 226,92
Total des dettes		101 226,92
Total des créances et des dettes		-90 183,72

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	31/12/2025
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	1 191 235,62
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,32
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	31/12/2025
Garanties reçues	0,00
- dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00
Garanties données	0,00
- dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	0,00
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	0,00
Autres engagements hors bilan	0,00
Total	0,00

D4. Autres informations
D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2025
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2025
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			8 404 200,00
	FR0007479316	BSO AMERIQUE	2 031 860,00
	FR0007005764	BSO BIO SANTE	1 851 640,00
	FR0007495460	BSO CONVERTIBLE C	4 391 100,00
	FR0011833052	BSO PME	129 600,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			8 404 200,00

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables
D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2025	31/12/2024
Revenus nets	1 880 000,38	946 970,63
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	0,00	0,00
Revenus de l'exercice à affecter	1 880 000,38	946 970,63
Report à nouveau	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	1 880 000,38	946 970,63

Part BSO Patrimoine

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2025	31/12/2024
Revenus nets	1 880 000,38	946 970,63
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	0,00	0,00
Revenus de l'exercice à affecter (**)	1 880 000,38	946 970,63
Report à nouveau	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	1 880 000,38	946 970,63
Affectation :		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau du revenu de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	1 880 000,38	946 970,63
Total	1 880 000,38	946 970,63
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt totaux	0,00	0,00
Crédits d'impôt unitaires	0,00	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	0,00	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00	0,00
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	0,00	0,00

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

D5b.Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	2 479 961,04	640 697,57
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	0,00	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter	2 479 961,04	640 697,57
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	2 479 961,04	640 697,57

Part BSO Patrimoine

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	2 479 961,04	640 697,57
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	0,00	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	2 479 961,04	640 697,57
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	2 479 961,04	640 697,57
Affectation :		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Capitalisation	2 479 961,04	640 697,57
Total	2 479 961,04	640 697,57
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	0,00	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	0,00	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00	0,00

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR
E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES			18 986 948,26	22,08
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			18 986 948,26	22,08
Automobiles			189 220,00	0,22
STELLANTIS NV	EUR	20 000	189 220,00	0,22
Biens de consommation durables			345 100,00	0,40
SEB SA	EUR	1 000	49 300,00	0,06
SEB SA-PF	EUR	6 000	295 800,00	0,34
Biotechnologie			125 430,12	0,15
MODERNA INC	USD	5 000	125 430,12	0,15
Boissons			292 400,00	0,34
PERNOD RICARD SA	EUR	4 000	292 400,00	0,34
Composants automobiles			318 700,00	0,37
FERRARI NV	EUR	1 000	318 700,00	0,37
Electricité			890 750,00	1,04
LEGRAND SA	EUR	7 000	890 750,00	1,04
Equipements et fournitures médicaux			1 496 150,00	1,74
BIOMERIEUX	EUR	5 000	551 500,00	0,64
ESSILORLUXOTTICA	EUR	3 500	944 650,00	1,10
Hôtels, restaurants et loisirs			492 600,00	0,57
SPIE SA	EUR	10 000	492 600,00	0,57
Logiciels			1 260 775,75	1,47
DASSAULT SYSTEMES SE	EUR	27 000	643 680,00	0,75
MICROSOFT CORP	USD	1 500	617 095,75	0,72
Matériaux de construction			478 800,00	0,56
IMERYS SA	EUR	20 000	478 800,00	0,56
Pétrole et gaz			722 225,28	0,84
TOTALENERGIES SE	EUR	12 992	722 225,28	0,84
Producteur et commerce d'énergie indépendants			1 121 820,00	1,30
AIR LIQUIDE SA-PF	EUR	7 000	1 121 820,00	1,30
Produits alimentaires			1 675 679,71	1,95
DANONE	EUR	10 813	830 222,14	0,97
NESTLE SA-REG	CHF	10 000	845 457,57	0,98
Produits chimiques			625 800,00	0,73
ARKEMA	EUR	12 000	625 800,00	0,73
Produits de soins personnels			1 369 308,46	1,59
ESTEE LAUDER COMPANIES-CL A	USD	2 000	178 162,66	0,21
INTERPARFUMS SA	EUR	10 890	274 645,80	0,32
L'OREAL SA-PF	EUR	2 500	916 500,00	1,06
Produits pharmaceutiques			1 449 278,51	1,69
ROCHE HOLDING AG-GENUSSSCHEIN	CHF	2 000	704 798,51	0,82
SANOFI	EUR	9 000	744 480,00	0,87

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Produits pour l'industrie du bâtiment			434 800,00	0,51
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN	EUR	5 000	434 800,00	0,51
Services clientèle divers			283 650,00	0,33
EDENRED	EUR	15 000	283 650,00	0,33
Services liés aux technologies de l'information			1 772 700,00	2,06
CAPGEMINI SE	EUR	6 000	853 500,00	0,99
THALES	EUR	4 000	919 200,00	1,07
Textiles, habillement et produits de luxe			3 052 711,00	3,53
ADIDAS AG	EUR	3 000	507 150,00	0,59
HERMES INTERNATIONAL	EUR	350	742 700,00	0,86
KERING	EUR	2 561	770 861,00	0,90
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	EUR	1 600	1 032 000,00	1,18
Vente par correspondance			589 049,43	0,69
AMAZON.COM INC	USD	3 000	589 049,43	0,69
OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS			16 553 976,25	19,25
Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé			16 553 976,25	19,25
Conglomérats industriels			74 976,10	0,09
FIGEAC AERO 1.75% 18-10-28 CV	EUR	1 789	74 976,10	0,09
Distribution de produits alimentaires de première nécessité			980 070,00	1,14
WORLDLINE ZCP 30-07-26 CV	EUR	10 000	980 070,00	1,14
Equipement et services pour l'énergie			149 816,77	0,17
SAIPEM 2.875% 11-09-29 CV	EUR	100 000	149 816,77	0,17
Equipements électriques			1 271 117,38	1,48
SCHNEIDER ELECTRIC SE 1.97% 27-11-30 CV	EUR	1 000 000	1 271 117,38	1,48
Equipements et fournitures médicaux			1 019 914,50	1,19
DIASORIN ZCP 05-05-28 CV	EUR	1 100 000	1 019 914,50	1,19
Gestion immobilière et développement			2 872 423,61	3,34
LEG IMMOBILIEN AG 0.4% 30-06-28	EUR	900 000	842 392,17	0,98
NEXITY 0.875% 19-04-28 CV	EUR	18 400	843 897,60	0,98
TAG IMMOBILIEN AG 0.625% 27-08-26	EUR	1 200 000	1 186 133,84	1,38
Hôtels, restaurants et loisirs			1 370 235,33	1,59
ACCOR 0.7% 07-12-27 CV	EUR	10 390	597 196,42	0,69
SPIE 2.0% 17-01-28 DD	EUR	500 000	773 038,91	0,90
Logiciels			1 894 262,74	2,20
NEXI ZCP 24-02-28 CV	EUR	1 000 000	923 490,00	1,07
ZALANDO SE 0.625% 06-08-27 CV	EUR	1 000 000	970 772,74	1,13
Machines			1 107 105,47	1,29
DURR AG 0.75% 15-01-26 CV	EUR	1 100 000	1 107 105,47	1,29
Pétrole et gaz			1 073 772,88	1,25
ENI 2.95% 14-09-30 CV EMTN	EUR	1 000 000	1 073 772,88	1,25
Services aux entreprises			1 981 557,31	2,30
LAGFIN SCA 3.5% 08-06-28 CV	EUR	1 000 000	987 557,31	1,15
SAGERPAR ZCP 01-04-26 CV	EUR	1 000 000	994 000,00	1,15

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Services de télécommunication diversifiés			1 791 147,38	2,08
CELLNEX TELECOM 0.75% 20-11-31 CV	EUR	800 000	723 284,16	0,84
CELLNEX TELECOM 2.125% 11-08-30 CV	EUR	1 000 000	1 067 863,22	1,24
Services financiers diversifiés			967 576,78	1,13
ORPAR 2.0% 07-02-31 CV	EUR	1 000 000	967 576,78	1,13
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES			39 656 256,98	46,13
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			39 656 256,98	46,13
Automobiles			3 060 552,03	3,56
JAGUAR LAND ROVER 6.875% 15-11-26	EUR	1 000 000	1 036 793,61	1,21
RENAULT 2.375% 25-05-26 EMTN	EUR	1 000 000	1 013 530,41	1,18
RENAULT 2.5% 02-06-27 EMTN	EUR	1 000 000	1 010 228,01	1,17
Banques commerciales			2 294 287,40	2,67
FORD MOTOR CREDIT 3.622% 27-07-28	EUR	1 200 000	1 231 014,87	1,43
RCI BANQUE 4.875% 21-09-28	EUR	1 000 000	1 063 272,53	1,24
Compagnies aériennes			3 052 835,70	3,55
AIR FR KLM 4.625% 23-05-29	EUR	1 000 000	1 066 183,70	1,24
AIR FR KLM 7.25% 31-05-26 EMTN	EUR	1 000 000	1 059 800,00	1,23
AIR FR KLM 8.125% 31-05-28	EUR	800 000	926 852,00	1,08
Composants automobiles			2 028 404,97	2,36
FORVIA 2.375% 15-06-27	EUR	500 000	498 427,22	0,58
FORVIA 2.75% 15-02-27	EUR	500 000	500 221,39	0,58
FORVIA 3.75% 15-06-28	EUR	500 000	501 596,67	0,58
VALEO 4.5% 11-04-30 EMTN	EUR	500 000	528 159,69	0,62
Crédit à la consommation			20 000,00	0,02
FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE 6.0% 30-01-25 DEFAULT	EUR	1 000 000	20 000,00	0,02
Distribution de produits alimentaires de première nécessité			1 537 957,92	1,79
TEREOS FINANCE GROUPE I 7.25% 15-04-28	EUR	1 500 000	1 537 957,92	1,79
Diversissement			463 500,15	0,54
UBISOFT ENTERTAINMENT 0.878% 24-11-27	EUR	500 000	463 500,15	0,54
Electricité			1 222 644,08	1,42
EDF 2.875% PERP	EUR	1 200 000	1 222 644,08	1,42
Équipement et services pour l'énergie			1 012 215,56	1,18
PAPREC 3.5% 01-07-28	EUR	1 000 000	1 012 215,56	1,18
Équipements électriques			1 051 011,03	1,22
NEXANS 4.125% 29-05-29	EUR	1 000 000	1 051 011,03	1,22
Hôtels, restaurants et loisirs			517 051,61	0,60
SPIE 3.75% 28-05-30	EUR	500 000	517 051,61	0,60
Marchés de capitaux			1 115 173,01	1,30
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 7.5% PERP	EUR	1 000 000	1 115 173,01	1,30
Media			1 648 203,89	1,92
CANAL PLUS SADIR 4.625% 03-12-30	EUR	800 000	809 709,21	0,94
LAGARDERE 4.75% 12-06-30	EUR	800 000	838 494,68	0,98

BSO PATRIMOINE : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Métaux et minerais			2 055 841,99	2,39
ERAMET 6.5% 30-11-29	EUR	1 000 000	999 005,96	1,16
ERAMET 7.0% 22-05-28	EUR	1 000 000	1 056 836,03	1,23
Outils et services appliqués aux sciences biologiques			1 094 283,70	1,27
EUROFINS SCIENTIFIC SE 6.75% PERP	EUR	1 000 000	1 094 283,70	1,27
Pétrole et gaz			1 749 847,07	2,04
TOTALENERGIES SE FR 2.0% PERP	EUR	700 000	701 544,17	0,82
TRANSPORTES AEREOS PORTUGUESES 5.125% 15-11-29	EUR	1 000 000	1 048 302,90	1,22
Produits alimentaires			3 227 329,44	3,75
BEL 4.375% 11-04-29	EUR	1 500 000	1 589 674,73	1,85
VILMORIN ET CIE 1.375% 26-03-28	EUR	1 700 000	1 637 654,71	1,90
Produits pharmaceutiques			2 320 934,86	2,70
DUFREY ONE BV 3.375% 15-04-28	EUR	1 000 000	1 010 045,00	1,17
ITM ENTREPRISES 5.75% 22-07-29	EUR	1 200 000	1 310 889,86	1,53
Services aux entreprises			4 670 610,46	5,44
CMA CGM 5.5% 15-07-29	EUR	1 000 000	1 062 885,43	1,24
DERICHEBOURG 2.25% 15-07-28	EUR	1 000 000	986 675,00	1,15
ELIS EX HOLDELIS 3.375% 02-09-31	EUR	1 100 000	1 102 264,04	1,28
ELO 5.875% 17-04-28 EMTN	EUR	500 000	539 491,10	0,63
SECHE ENVIRONNEMENT 2.25% 15-11-28	EUR	1 000 000	979 294,89	1,14
Services financiers diversifiés			3 149 272,83	3,66
ADECCO INTL FINANCIAL 1.0% 21-03-82	EUR	1 000 000	986 380,21	1,15
MOBILUX FINANCE SAS 4.25% 15-07-28	EUR	1 000 000	1 021 159,44	1,19
SOFINA PRIVATE EQ SA SICAR 1.0% 23-09-28	EUR	1 200 000	1 141 733,18	1,32
Sociétés commerciales et de distribution			1 083 616,11	1,26
REXEL 2.125% 15-12-28	EUR	1 100 000	1 083 616,11	1,26
Sociétés d'investissement immobilier cotées (SIIC)			1 184 474,68	1,38
ARGAN 1.011% 17-11-26	EUR	1 200 000	1 184 474,68	1,38
Textiles, habillement et produits de luxe			96 208,49	0,11
KERING 0.75% 13-05-28 EMTN	EUR	100 000	96 208,49	0,11
TITRES D'OPC			8 404 200,00	9,77
OPCVM			8 274 600,00	9,62
Gestion collective			8 274 600,00	9,62
BSO AMERIQUE	EUR	2 000	2 031 860,00	2,36
BSO BIO SANTE	EUR	1 400	1 851 640,00	2,15
BSO CONVERTIBLE C	EUR	45 000	4 391 100,00	5,11
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne			129 600,00	0,15
Gestion collective			129 600,00	0,15
BSO PME	EUR	1 000	129 600,00	0,15
Total			83 601 381,49	97,23

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total	0,00	0,00		0,00		0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme
E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	83 601 381,49
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	0,00
Total instruments financiers à terme - actions	0,00
Total instruments financiers à terme - taux	0,00
Total instruments financiers à terme - change	0,00
Total instruments financiers à terme - crédit	0,00
Total instruments financiers à terme - autres expositions	0,00
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	0,00
Autres actifs (+)	2 484 023,52
Autres passifs (-)	-101 226,92
Passifs de financement (-)	0,00
Total = actif net	85 984 178,09

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part BSO Patrimoine	EUR	42 024,00000	2 046,07

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit: **BSO PATRIMOINE**

Identifiant d'entité juridique: **9695000IL3H3GBQ1DZ37**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier investit appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?

Oui

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : ___%

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : ___%

X Non

Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de ___% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

X Il **promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables**



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

Pour rappel, le FCP promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement « SFDR ». Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental (aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxinomie. Le FCP ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Société de gestion s'assure que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental ou social en mettant en œuvre une politique d'exclusion concernant :

- Les émetteurs dont le mix énergétique est composé à plus de 5% du charbon thermique
- Les émetteurs dont le chiffre d'affaires est généré à plus de 5% par la production de tabac
- Tout émetteur impliqué dans la production d'armes controversées.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?**

Au 31/12/2025, le score ESG du fonds est de 52.34. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

Le score du fonds a été déterminé en calculant la moyenne pondérée des scores de chaque valeur en portefeuille, selon le poids de chacune dans le fonds.

● **...et par rapport aux périodes précédentes?**

Au 31/12/2024, le score ESG du fonds est de 55,78. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

Au 29/12/2023, le score ESG du fonds est de 73.11. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

Au 31/12/2022, le score ESG du fonds est de 78,7. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

Au 31/12/2021, le score ESG du fonds n'était pas suivie. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien au cours de l'exercice 2021.

Sur les périodes précédentes, le score du fonds a été déterminé en faisant la moyenne des scores de chaque valeur du portefeuille, en leur attribuant un poids égal.

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué?**

Le fonds n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable. Cette méthodologie utilise les données mises à disposition par Clarity AI sur les critères extra financiers (Alignement taxonomie européenne, contribution aux ODD et exposition aux PAI).

Elle définit dans un premier temps si l'émetteur contribue à un objectif social ou environnemental à partir de l'un des 3 critères suivants : contribution positive à au moins 2 PAI, plus de 10% du chiffre d'affaires aligné avec la Taxonomie européenne ou contribution à hauteur de plus de 20% du chiffre d'affaires aux ODD.

Par ailleurs, la méthodologie met en œuvre les principes de DNSH qui sont détaillés dans le paragraphe suivant. Enfin, l'application des pratiques de bonne gouvernance est définie par l'absence de controverses graves sur des sujets liés à la bonne gouvernance.

La mise en œuvre de cette méthodologie aboutit à une part de 48.87% d'investissements durables pour le fonds.

● **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?**

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Notre méthodologie définissant un investissement durable permet de vérifier que la société ne cause pas de préjudice important (principe du DNSH) aux autres objectifs environnementaux ou sociaux. Le principe du DNSH est apprécié au regard de 3 critères : absence d'exposition aux PAI négatifs (PAI 4 et 14) ou controversés (PAI 7, 10 et 11), absence d'expositions aux controverses sévères liées au droit du travail et droits humains, aucun PAI obligatoire ne doit se situer dans le 5^e percentile inférieur par rapport à l'univers Clarity.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?

Le FCP n'a pas d'objectif d'investissement durable et ne prend donc pas en compte les PAI dans sa politique d'investissement.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée:

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables. Néanmoins, dans sa méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable, la société de gestion exclut de sa définition d'investissement durable tout émetteur ne respectant pas les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PAI 10).

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE. Elle s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Ce produit financier ne prend pas en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité dans sa politique d'investissement. Néanmoins, il les prend en compte dans sa méthodologie pour définir un investissement durable.

Ils sont également calculés.

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure		Incidences [année n]
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT			
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	7588.234 tonne CO2e
		Émissions de GES de niveau 2	820.78143 tonne CO2e
		Émissions de GES de niveau 3	67624.98 tonne CO2e
		Émissions totales de GES	75865.27 tonne CO2e
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone	1024.8402 tonne CO2e / EUR M invested
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	1084.6576 tonne CO2e / EUR M revenue
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	6.5424623 %
5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	Consommation: 60.08493 % Production: 1.2178297 %	
6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	Total: 0.3582666 GWh / EUR M revenue Secteur A: 0.0033568894 GWh / EUR M revenue Secteur B: 0.076993406 GWh / EUR M revenue	

			<p>Secteur C: 0.08149533 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur D: 0.010063803 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur E: 0.0090055 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur F: 0.00006442172 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur G: 0.0019757927 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur H: 0.14126657 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur L: 0.034044866 GWh / EUR M revenue</p>
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	4.9970193 %
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0.0064814114 tonne / EUR M invested
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	50.932323 tonne / EUR M invested
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION			
Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0.29299247 %
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de	0.10828083 %

	entreprises multinationales	traitement des plaintes ou des différents permettant de remédier à de telles violations	
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	11.723714 %
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	39.532063 %
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0 %
INDICATEURS APPLICABLES AUX INVESTISSEMENTS DANS DES ÉMETTEURS SOUVERAINS OU SUPRANATIONAUX			
Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement	1.6026595 tonne CO2e / EUR M GDP
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national	Relatif: 0 % Absolument: 0 -



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

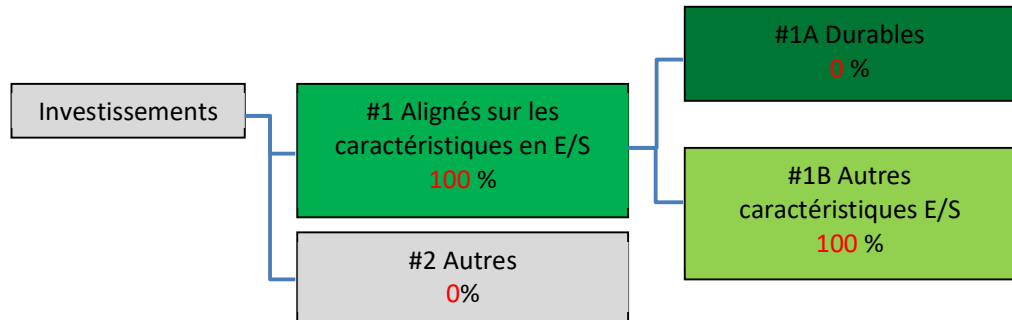
Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
CASH	-	3.03%	-
VILMORIN ET COMP	Biens de Consommation de Base	1.9%	France
BEL SA	Biens de Consommation de Base	1.85%	France
TEREOS FINANCE GROUPE I	Finance	1.79%	France
TAG IMMOBILIEEN AG	Immobilier	1.62%	Allemagne
ITM ENTREPRISES SASU	Aucun secteur attribué	1.52%	France
SCHNEIDER ELECTRIC SE	Industrie	1.5%	France
FORD MOTOR CREDIT CO LLC	Finance	1.43%	USA
ELECTRICITE DE FRANCE SA	Services aux Collectivités	1.42%	France
SAGERPAR	Finance	1.4%	Belgique
ARGAN	Immobilier	1.38%	France
ZALANDO SE	Consommation Discrétionnaire	1.37%	Allemagne
SOFINA SA	Finance	1.35%	Belgique
DIASORIN SPA	Santé	1.32%	Italie
Eni EUR	Énergie	1.31%	Italie



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

● Quelle était l'allocation des actifs?

L'allocation des actifs décrit la proportion d'investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental .

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?**

Secteur	% d'actifs
Industrie	18.71%
Finance	16.81%
Consommation Discrétionnaire	13.65%
Aucun secteur attribué	9.36%
Biens de Consommation de Base	8.9%
Santé	8.68%
Immobilier	5.35%
Services de Télécommunication	5.14%
Matériaux	5.12%
Technologies de l'Information	3.36%
Énergie	3.23%
Services aux Collectivités	1.42%
obligations d'État	0.26%



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

● **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE?**

Oui:

Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire

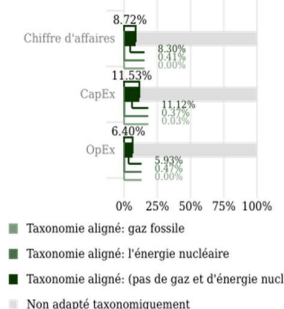
Non

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en %:

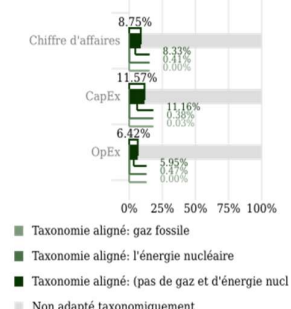
- du **chiffre d'affaires** pour refléter la proportion des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier investi;
- des **dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier investi, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des **dépenses d'exploitation (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier investi.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont obligations souveraines*



2. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors obligations souveraines*



*Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.

● **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

1.08% du portefeuille est aligné sur la taxinomie de l'UE par le biais d'activités transitoires et 3.31% est aligné par le biais d'activités habilitantes.

● **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes?**

Au 31/12/2024, 0.53% du portefeuille est aligné sur la taxinomie de l'UE par le biais d'activités transitoires et 3.9% est aligné par le biais d'activités habilitantes.

Au 29/12/2023, 0.5% du portefeuille est aligné sur la taxinomie de l'UE par le biais d'activités transitoires et 1.67% est aligné par le biais d'activités habilitantes.

Au 31/12/2022, la part d'investissements alignée avec la Taxonomie était de 0%.
Le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE n'est pas disponible pour les périodes de référence précédentes.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE..



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE?

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.
Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable en utilisant les données mises à disposition par Clarity AI.
Cette méthodologie permet d'identifier une part de 45.65% d'investissements durables ayant un objectif environnemental dont 19.75% non alignés à la Taxonomie.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social?

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.
Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable en utilisant les données mises à disposition par Clarity AI.
Cette méthodologie permet d'identifier une part de 45.65% sur le plan social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «autres», quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux?

Il n'y a pas d'investissements inclus dans la catégorie « Autres ».



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

Des contrôles pre trade et des contrôles post trade sont mis en oeuvre pour s'assurer du respect des filtres d'exclusion.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promet.

● **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large?**

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

● **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?**

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

● **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?**

Le fonds a une performance de +3.28 % sur l'exercice 2025, tandis que son indice de référence (25% DJ Euro Stoxx Large + 75% Bloomberg Euro Agg 3-5) a une performance de +8.24%. L'indice de référence n'intègre pas de caractéristiques environnementales ou sociales.

● **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?**

Le produit n'a pas d'indice de marché large.